

LA DOUBLE « DISPARITION » DU MONDE OUVRIER

*Karine Rymeyko, maître de conférences en sciences de gestion Université de Franche-Comté
Guillaume Gourgues, maître de conférences en sciences politiques Université de Franche-Comté*

Photographier ou filmer le travail n'a jamais été une opération anodine et neutre. Si les nombreuses démarches artistiques contemporaines centrées sur le monde du travail (Bach, 2016) ne reproduisent pas les mots d'ordre de l'émancipation par l'image qui avaient conduit réalisateurs et photographes des années 1970 dans les usines, notamment franc-comtoises (Lecler, 2013), elles ne peuvent empêcher de poser des questions sur le statut social et politique des ouvriers : Qui sont-ils ? Comment travaillent-ils ? Que souhaitent-ils ?

Or, ce qui frappe lorsqu'on pose ces questions, c'est la double invisibilité qui marque aujourd'hui le monde ouvrier. La première invisibilité est statutaire : en regardant les photographies du travail à la chaîne des usines Peugeot, on mesure à quel point le terme même d'ouvrier renvoie à des réalités sociales, salariales, familiales en profonde évolution. Loin de l'image d'Épinal de l'homme, blanc, chef de famille, plus ou moins qualifié, travaillant dans l'industrie et syndiqué, le monde ouvrier renvoie à une configuration plus hétérogène et subtile, que masque bien souvent le maintien des catégorisations INSEE : les femmes, les jeunes, les intérimaires ne sont que quelques composantes de ce kaléidoscope de situations sociales qui forment ce qu'on appelle, en hésitant, le monde ouvrier. La seconde invisibilité est politique : ce monde ouvrier, malgré son importance statistique (23% de la population active), est de moins en moins représenté, tant sur les bancs de l'assemblée nationale que dans les rangs des partis politiques. La question de la « conscience de classe » a fait place à celle des comportements électoraux, attisant la convoitise épisodique de toutes sortes d'entrepreneurs politiques.

En cela, les photographies de Raphaël Helle font écho à la manière dont la classe ouvrière est aujourd'hui traitée par une partie des sciences sociales.

Ouvriers ou employés ? Des conditions d'emploi proches

Parler des « ouvriers » aujourd'hui impose d'interroger la catégorie elle-même. Ouvrier qualifié, non qualifié, opérateur, agent de production, le groupe « ouvrier » est très large et comprend des emplois très variés, des catégories de salariés travaillant aussi bien dans le secteur industriel que dans l'artisanat (menuisiers, maçons). L'INSEE retient comme principaux critères pour définir la catégorie « ouvrier », des salariés assurant des emplois d'exécutants à dominante manuelle.

La frontière entre les ouvriers et certaines catégories d'employés devient aujourd'hui floue pour différentes raisons. Les travailleurs non qualifiés se sont déplacés progressivement du secteur industriel au secteur tertiaire avec le développement des métiers de services aux particuliers et aux collectivités. De plus, certains employés de commerce ou administratifs ont des conditions d'emploi et de vie proches de celles des ouvriers (Kergoat, Boutet, Jacot et Linhart, 2010) : des contrats courts, à temps partiel, des niveaux de vie similaires ainsi que des conditions de travail pénibles. Les femmes sont par ailleurs deux fois plus touchées que les hommes par ces emplois non qualifiés (Darès, 2014). L'ouvrier du 21^e siècle n'est-il pas aujourd'hui représenté par les salariés travaillant dans le secteur de la logistique, soutenant notamment le secteur de la vente en ligne (les commandes faites sur Amazon ou dans les Drive de supermarchés ne se remplissent pas toute seule) ou par ceux travaillant au sein des centres d'appel ? En termes strictement sociographiques (conditions de travail, salaires, qualifications), le monde ouvrier ne peut en rien se cantonner à l'industrie, les usines, le travail à la chaîne.

Toutefois, ce travail industriel n'a pas disparu, malgré la désindustrialisation incontestable du territoire français, et continue, lui aussi, d'être interrogé et investigué.

Comment travaille-t-on dans les usines ?

Les recherches disponibles sur le travail en usine permettent de relativiser une idée fortement répandue : la robotisation et la hausse des qualifications auraient fait disparaître la pénibilité du travail en usine. La réalité est plus complexe.

S'il est vrai que de nombreux efforts ont été réalisés pour améliorer les conditions de travail au sein des usines du secteur industriel, permettant ainsi de réduire les taux d'accident du travail par le biais de l'automatisation notamment, les pénibilités physiques des ouvriers – port de charges lourdes, postures pénibles – perdurent (Darès, 2014). Ils sont également exposés à un environnement physique agressif comme le bruit, les produits chimiques mettant en danger leur santé. Les conditions de travail des ouvriers se caractérisent également par de nombreuses contraintes organisationnelles liées aux horaires de travail (travail de nuit, travail en équipes alternantes) rendant difficile la conciliation pour certains entre la vie professionnelle et la vie personnelle (Gollac et al., 2014). Par ailleurs, de nouvelles formes de pénibilité sont progressivement apparues avec les méthodes d'organisation du travail développées à la fin du XXe siècle. Or, l'origine de ces problèmes est bien le modèle de production industriel.

Dans les années 1980 et 1990, au sein des industries et notamment dans le secteur automobile, de nouvelles méthodes de production sont mises en place rompant en partie avec le taylorisme et le fordisme. Le modèle de référence devient la méthode d'organisation du travail appliquée au sein de l'entreprise japonaise Toyota, logiquement nommée le toyotisme, qui permet aux entreprises d'avoir une plus grande flexibilité de production dans un marché devenant de plus en plus concurrentiel. Depuis, les industries n'ont cessé de faire évoluer leurs méthodes de management et de production, appelées « lean management », « lean production », « lean manufacturing » dans une logique d'amélioration continue visant à proposer une production «juste à temps» avec une qualité optimale tout en réduisant les coûts inutiles. Ces modes d'organisation développés progressivement dans les années 2000 au sein des usines, accompagnés d'une réduction des effectifs importante due à un contexte économique difficile, ne sont pas sans incidence sur l'organisation et les conditions de travail des ouvriers. Malgré la mise en place d'actions d'amélioration des conditions de travail des salariés passant par l'intervention d'ergonomes (Morais et Aubineau, 2012) chez les constructeurs automobiles, de nombreuses recherches montrent que ces modèles de production représentent des facteurs de risque pour la santé des salariés aussi bien sur le plan physique que sur le plan psychique, accentuant ainsi les inégalités dans l'exposition à ces facteurs de risque entre les catégories d'ouvriers et d'employés par rapport aux autres catégories sociales (Askenazy, 2009). Ces nouvelles formes de pénibilité s'expliquent principalement par une intensification et une standardisation accrue du travail des ouvriers (Ardenti et al., 2010 ; Caroly et al., 2015). Ainsi, l'augmentation des cadences, l'optimisation des temps opératoires, accompagnées de modes opératoires restreignant les marges de manœuvre des ouvriers et limitant les possibilités de changer de postures sur leur poste de travail sont la source de troubles articulaires appelés « troubles musculo-squelettiques ». Ces pathologies professionnelles sont très répandues chez les ouvriers. Sur un plan psychique, ces contraintes organisationnelles favorisent le développement de troubles psychosociaux chez les personnes qui occupent des fonctions d'exécutants (Darès, 2016). Les facteurs de risque sont multiples : contraintes qualitatives et quantitatives de la production, manque de reconnaissance, isolement de l'ouvrier positionné sur un espace de travail délimité réduisant les possibilités d'interaction, de coopération et

la solidarité sont autant de sources de souffrance mentale. Par ailleurs, la standardisation des modes opératoires entraîne une déqualification de postes de travail ainsi qu'une faible latitude ne permettant pas aux ouvriers de donner un sens à leur travail.

Ajoutons à ce panorama, le poids de la concurrence mondiale, qui transforme les ouvriers, pour la plupart en situation précaire, en une variable d'ajustement pour les entreprises. Les travailleurs non qualifiés sont davantage touchés que les autres catégories aux contrats précaires, comme les contrats à durée déterminée, les contrats intérimaires. Leur durée hebdomadaire de travail est également plus faible, un ouvrier ou employé non qualifié sur trois est à temps partiel (INSEE, 2009). Le taux de chômage est également plus élevé au sein de ces catégories d'emploi. Comme le souligne Florence Aubenas¹, en citant l'exemple de l'entreprise PSA Peugeot-Citroën du site de Sochaux-Montbéliard, si le contrat à durée indéterminée représente la valeur suprême pour la plupart des jeunes intérimaires, les perspectives de promotion sont très faibles.

Le travail ouvrier n'a donc pas disparu, pas plus que sa pénibilité et sa précarité. Et pourtant, dans le champ politique, ils semblent être devenus le lointain souvenir d'une époque révolue.

La disparition politique d'une réalité sociale

Alors que les ouvriers représentent environ 23 % de la population active, la classe ouvrière est de moins en moins présente au sein des partis politiques, des médias et des discours politiques, rendant la catégorie ouvrière progressivement invisible sur un plan politique.

Bien sûr, pour expliquer cette disparition, on peut évoquer le déclin sociodémographique des ouvriers. L'effectif d'ouvriers non qualifiés dans les industries a diminué de plus de moitié, passant de 1 303 000 dans les années 80 à 579 000 en 2009. Les nombreuses restructurations subies par le secteur industriel ont progressivement fait disparaître du paysage les grandes usines représentatives du monde ouvrier (Beaud, Pialoux, 2010). Au sein du secteur automobile, le nombre de salariés ouvriers, hors salarié intérimaire, connaît à partir de la fin des années 70 un déclin constant. Mais une explication de ce type ne suffit pas. La classe ouvrière a bel et bien été marginalisée politiquement, à commencer par ceux qui entendaient défendre ses intérêts et sa voix dans la compétition électorale.

Les travaux de Julian Mischi (2014) sur le Parti Communiste Français permettent de saisir son décrochage progressif du monde ouvrier. Alors que les ouvriers composaient autant son électorat que son appareil jusque dans les années 1970 – le PCF permettant la formation d'une élite politique d'origine ouvrière, essentiellement blanche, masculine, urbaine et liée aux grandes entreprises – le parti est peu à peu emporté par un mouvement de professionnalisation, affectant l'ensemble des organisations politiques. On assiste alors à un « désouvriérisation » du PCF : ses dirigeants sont de moins en moins liés au monde ouvrier, et le parti choisit de s'adresser à une clientèle électorale plus large. Les ouvriers font place aux « exclus » ou « aux classes populaires » dans la rhétorique du parti. Ce tournant des années 1990 a pour conséquence immédiate de faire quasiment disparaître les ouvriers du champ politique : à quelques exceptions près (tels que Philippe Poutou ou Edouard Martin), peu d'élus ou de candidats aux élections sont issus du monde ouvrier.

Cette évolution change le statut de la classe ouvrière : elle apparaît moins comme un groupe à défendre qu'un vivier de voix, mobilisable à chaque échéance électorale. Les ouvriers n'apparaissent plus dans l'espace médiatique qu'à trois occasions : les fermetures d'usine, les campagnes électorales (quel candidat n'a pas visité les Haut-Fourneaux de Florange ?) et, de manière plus furtive, lors des « visites » d'usine de tel ou tel membre du gouvernement. De fait, le comportement électoral des ouvriers tend à se standardiser. Le « sur-vote » à gauche

qui caractérisait le vote ouvrier, a fortiori celui des plus jeunes, tend à disparaître, laissant place à une répartition des votes conformes à celle observée dans d'autres groupes sociaux et dans la population globale : la part d'abstention et de vote en faveur du Front National se standardise (Gougou, 2015). Faute de ralliement massif des ouvriers au FN – ce dernier a les plus grandes difficultés à s'implanter dans le monde ouvrier, malgré quelques victoires électorales emblématiques – on observe davantage un alignement du vote ouvrier sur des tendances globales. Toutefois, la portée symbolique de cet alignement est forte : les partis de gauche ne sont plus identifiés comme les défenseurs privilégiés de la classe ouvrière où le rejet du politique s'enracine de manière spectaculaire.

Rendre visible, un défi politique

Même si les photos de Raphaël Helle n'ont pas d'ambition explicitement politique, force est de constater qu'elles soulèvent rapidement des questions qui, elles, le sont fondamentalement : que dire et que faire concernant la dégradation et la précarisation du travail ouvrier ? Peut-on se contenter de blâmer les ouvriers pour les dérives, ponctuelles et non représentatives, vers l'extrême-droite ? Comment proposer des alternatives crédibles à une part encore non négligeable de la population active ? Ces interpellations s'adressent à tous, et pas seulement aux professionnels de la politique. Pour rendre la parole aux ouvriers, les syndicats, les mouvements sociaux et les universitaires ont également un rôle fondamental à jouer.

Bibliographie

- Ardenti Robert, Mathieu René, Gorgeu Armelle, 2010, « Caractère soutenable du travail et trajectoires ouvrières : études de cas dans la filière automobile et les industries agroalimentaires », *Sociétés contemporaines*, n° 78, p. 87-113.
- Askenazy Philippe, 2009, « Un regard économique sur la santé au travail », *Regards croisés sur l'économie*, n° 5, p. 54-60.
- Bach Caroline, 2016, « Stratégies photographiques et espaces de travail », *La nouvelle revue du travail*, 9 [En ligne]
- Beaud Stéphane, Pialoux Michel, 1999, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 468 p.
- Caroly Sandrine, Coutarel Fabien, Daniellou François, Vézina Nicole, 2015, « Marge de manœuvre et pouvoir d'agir dans la prévention des TMS et des RPS », *Le travail humain*, Vol. 78, p. 1-8.
- Gollac Michel, Volkoff Serge, Wolff Loup, 2014, *Les conditions de travail*, 3e éd., Paris, La Découverte, « Repères », 128 pages.
- Gougou Florent, 2015, « Les ouvriers et le vote Front National. Les logiques d'un réalignment électoral », in Crépon Sylvain, Dézé Alexandre, Mayer Nonna (dir.), *Les faux-semblants du Front national*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 323-344.
- Kergoat Jacques, Boutet Josiane, Jacot Henry, Linhart Danièle, 2010, *Le monde du travail*, La Découverte, 310 pages.
- Lecler Romain, 2013, « Gauchir le cinéma : un cinéma militant pour les dominés du champ social (1967-1980) », *Participations*, 3 (7), p. 97-125.
- Mischi Julian, 2014, *Le Communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Agone.
- Morais Alexandre, Aubineau, 2012, « Articulation entre l'ergonomie et le lean manufacturing chez PSA », *Activités [En ligne]*, 9-2.
- L'organisation du travail à l'épreuve des risques psychosociaux*, 2016, *Darès*, n°004, 8 p.
- L'exposition des salariés aux facteurs de pénibilité dans Le travail*, 2014, *Darès*, n°095, 11 p.
- Les ouvriers et les employés non qualifiés*, 2009, *INSEE*, n°1250, 4 p.